



## PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

PRÉFECTURE  
DIRECTION de la COORDINATION des POLITIQUES PUBLIQUES  
et de l'APPUI TERRITORIAL  
BUREAU des INSTALLATIONS CLASSÉES, de l'UTILITÉ PUBLIQUE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
Section Installations Classées  
DCPPAT - BICUPE -SIC- GM - n° 2020 - 79 -

### INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

-----  
**Commune de FERQUES**

-----  
**SOCIETE STOCK AUTO 62**

### ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

**Le Préfet du Pas de Calais,**

**VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172- 1, L. 511-1, L. 514-5, R.543-162 et R.543-164 ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 16 février 2017 portant nomination de M. Fabien SUDRY en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

**VU** le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de M. Alain CASTANIER, administrateur général détaché en qualité de Sous-Préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

**VU** l'arrêté préfectoral 2019-10-17 du 6 septembre 2019 portant délégation de signature ;

**VU** la visite réalisée le 28 novembre 2019 par l'Inspection de l'Environnement sur le site exploité par la Société STOCK AUTO 62 à FERQUES ;

**VU** le rapport de visite de M. le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 20 janvier 2020 ;

**VU** la lettre de l'inspection de l'environnement en date du 20 janvier 2020 informant la Société STOCK AUTO 62 de la proposition de mise en demeure ;

**VU** l'absence de réponse de la Société STOCK AUTO 62 ;

**Considérant** que lors de la visite du 28 novembre 2019 l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté la réalisation d'une activité de stockage et de démontage de VHU sur une surface estimée supérieure à 100 m<sup>2</sup> ;

**Considérant** la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique suivante :

- 2712- : Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage.
- 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup> : enregistrement.

**Considérant** que l'installation - dont l'activité a été constatée lors de la visite du 28 novembre 2019 - relève du régime de l'enregistrement, et est exploitée sans l'enregistrement nécessaire en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement ;

**Considérant** que, préalablement à sa réalisation, l'activité de stockage et de démontage de véhicules hors d'usage nécessite l'obtention d'un agrément, en application de l'article R.543-162 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la Société STOCK AUTO 62 n'est pas titulaire d'un agrément au titre de l'article R. 543-162 du code de l'environnement ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société STOCK AUTO 62 de régulariser la situation administrative de son site de FERQUES ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas de Calais ;

### **ARRÊTE :**

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup>: OBJET**

La Société STOCK AUTO 62, sise 20, rue Anatole France à FERQUES (62250), est mise en demeure de régulariser la situation administrative de l'activité d'entreposage et de démontage de véhicules hors d'usage qu'elle exploite à cette même adresse, soit :

- en déposant en préfecture un dossier (complet et régulier) de demande d'enregistrement conforme aux articles R.512-46-1 et suivants du code de l'environnement et une demande d'agrément Centre VHU conforme à l'article R.543-162 du code de l'environnement .
- en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-7-6 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai **d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;

– dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les **trois mois** et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-46-25 du code de l'environnement ;

– dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement intégrant un dossier de demande d'agrément, ce dernier doit être déposé dans un délai de **trois mois**. L'exploitant fournit dans les **deux mois** les éléments justifiants du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude...etc.).

Ces délais courent à compter de la date de notification à la Société STOCK AUTO 62 du présent arrêté.

## ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1er ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 du Code de l'Environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 dudit Code, ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

## ARTICLE 3 : DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'Environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Lille situé 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 Lille Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyen" accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## ARTICLE 4 : PUBLICITÉ

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site internet de la Préfecture du Pas-de-Calais.

## ARTICLE 5: EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Sous-Préfet de BOULOGNE SUR MER et l'Inspecteur de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société STOCK AUTO 62 et dont une copie sera transmise au Maire de FERQUES.

ARRAS, le 19 MAI 2020

Pour le Préfet,

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

Alain CASTANIER



Copies destinées à :

- Société STOCK AUTO 62 – 20, rue Anatole France – 62250 FERQUES
- Sous-Préfecture de BOULOGNE SUR MER
- Mairie de FERQUES
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (courriel)
- Dossier
- Chrono